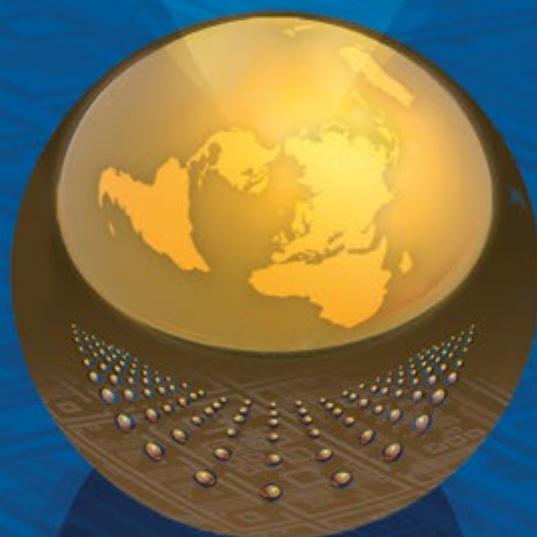


Mécanisme de financement pour l'envoi de fonds: un programme pour la migration et le développement



Autonomiser les travailleurs migrants et leurs familles en favorisant
l'innovation sur le marché, l'inclusion financière et l'investissement

Le Mécanisme de financement pour l'envoi de fonds

En 2016, environ 200 millions de travailleurs migrants dans le monde ont envoyé près de 445 milliards USD à leurs familles vivant dans les pays en développement. Ces transferts d'argent permettent de répondre aux besoins essentiels – se nourrir, se vêtir et se loger – et jouent un rôle crucial pour sortir des millions de personnes de la pauvreté. Mais le véritable potentiel de transformation de ces transferts est lié à leur investissement dans l'éducation, les soins de santé et l'accumulation d'actifs.

Pour soutenir ces effets, le Mécanisme de financement pour l'envoi de fonds (MFEF), un fonds multi-bailleurs de 36 millions USD travaille depuis 2006 dans l'objectif d'accroître l'impact des transferts d'argent sur le développement et de permettre aux ménages pauvres d'avancer sur la voie de l'indépendance financière et de la transformation rurale. Le MFEF est administré par le Fonds international de développement agricole (FIDA), une institution spécialisée des Nations Unies qui a pour mandat d'investir dans les populations rurales afin d'éradiquer la pauvreté dans les pays en développement.

Le programme MFEF a initialement été créé par la Commission européenne, le gouvernement luxembourgeois et le FIDA, en partenariat avec la Banque interaméricaine de développement (BID). Il a ensuite été rejoint par le Groupe consultatif d'assistance aux pauvres (CGAP), le Ministère espagnol des affaires étrangères et de la coopération, le Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU) et la Banque mondiale.

Au cours de sa première phase (2006-2013), le MFEF a lancé quatre appels à propositions qui ont abouti au cofinancement de près de 50 projets pilotes dans plus de 45 pays, avec la création d'un réseau d'environ 200 partenaires du secteur public, du secteur privé et de la société civile.

Désormais dans sa deuxième phase (2014-2019), le MFEF a adopté une nouvelle stratégie reposant sur une approche multidimensionnelle qui s'appuie sur les bonnes pratiques et les enseignements tirés de l'expérience et garantit un enrichissement mutuel permanent des projets.

D'une part, le MFEF fonctionne toujours comme un «laboratoire d'idées innovantes», lançant des appels à initiatives novatrices et durables dans le monde entier. Ce mécanisme de financement souple et axé sur la demande cofinance les initiatives ou les projets pilotes les plus prometteurs sur une base concurrentielle et favorise une approche participative de la conception des projets, ce qui permet un meilleur retour sur la qualité et la cohérence des

projets sélectionnés. Ici, le secteur privé joue un rôle majeur dans l'introduction de l'innovation sur le marché, et ce jusque dans les zones rurales.

D'autre part, le MFEF a pour objectif d'optimiser l'impact des modèles mis en œuvre dans le cadre de ses activités ayant déjà fait la preuve de leur efficacité. Il s'agit de reproduire, d'étendre et à terme de favoriser la mise en œuvre à grande échelle de ces mécanismes produisant – aujourd'hui et dans l'avenir – un impact significatif sur les groupes cible.

À travers ses projets et ses activités, et son travail de plaidoyer, le MFEF contribue de manière substantielle au débat international sur la migration et le développement.

Le MFEF travaille en étroite collaboration avec des partenaires publics, privés et de la société civile. En outre, il agit en tant qu'agent d'information pour faciliter la diffusion, la réplication et l'extension à grande échelle des bonnes pratiques en matière de transferts d'argent.

Le travail du MFEF s'articule autour de deux axes:

- **Stratégies d'accès au marché et d'accumulation d'actifs: promouvoir l'accès aux services de transfert d'argent dans les zones rurales et les lier à des produits et services financiers ruraux inclusifs**
- **Investissement de la diaspora: développer des opportunités d'investissement rural innovantes et productives pour les migrants à l'étranger – la diaspora – et les organisations communautaires**

Parallèlement à ses activités opérationnelles, le MFEF encourage la coopération stratégique entre les gouvernements, les institutions internationales de développement et les principales organisations dans le domaine des transferts d'argent des migrants. Le MFEF représente également le FIDA au sein du Partenariat mondial pour l'inclusion financière du G20, au Forum mondial sur la migration et le développement (GFMD) et au sein du Groupe mondial sur la migration (GMG), entre autres.

En bref, le MFEF s'efforce de donner aux travailleurs migrants et à leurs familles les moyens de ne pas être contraints à la migration, afin d'en faire un choix plutôt qu'une nécessité.

Principes directeurs

Transferts d'argent dans les zones rurales

Environ 40 % des transferts d'argent sont destinés aux zones rurales où leur impact est infiniment plus important que dans les centres urbains. Les zones rurales sont traditionnellement plus touchées par la migration intérieure, ce qui rend encore plus important le flux considérable de transferts entrants qui stimule le commerce local et crée de nouvelles sources de subsistance dans les communautés rurales. Le MFEF fait le lien entre les transferts d'argent et les opportunités économiques en faveur du développement rural.

Promouvoir l'innovation

L'innovation est au cœur de toutes les activités du MFEF: tant au niveau opérationnel qu'au niveau politique, des solutions novatrices ont été adoptées pour réduire le coût des transferts d'argent et élargir la portée géographique des services financiers. Le MFEF appuie des stratégies entrepreneuriales, comme en témoignent les projets utilisant les technologies de banque mobile et les réseaux postaux en complément d'une gamme de produits financiers comprenant l'épargne, le prêt, le financement du logement et l'assurance.

Des partenariats pour réussir

Le MFEF cofinance des initiatives nouvelles et durables avec des partenaires du secteur public, du secteur privé et de la société civile. Ces institutions sont généralement des institutions de microfinance, des mutuelles de crédit, des ONG et des sociétés internationales de transfert d'argent, mais également des banques commerciales, des banques coopératives et des prestataires de services financiers locaux.

Domaines d'innovation

Le MFEF concentre ses activités sur cinq domaines d'action prioritaires qui sont déterminants pour optimiser l'impact des transferts d'argent sur le développement. Chaque domaine comporte différents volets présentant un intérêt spécifique par rapport aux objectifs du MFEF:

Développement du marché

- Études de marché et analyses
- Plaidoyer en matière réglementaire
- Promotion de la concurrence au travers du financement de modèles d'affaires innovants



1

Partenariats pionniers

- Initiatives basées sur le partenariat
- Investissement conjoint par les acteurs privés, publics et de la société civile
- Modèle d'affaires rentables en faveur des populations pauvres



2

Modèles d'affaires innovants

- Promotion des opportunités favorisant l'entrée des institutions de microfinance et des réseaux postaux et mobiles sur le marché
- Promotion de l'inclusion financière et de l'éducation financière en faveur de la mobilisation de l'épargne
- Vente croisée de produits financiers et modèles d'affaires



3

Nouvelles technologies

- Promotion des solutions fondées sur le web, sur les cartes à puce et sur les technologies mobiles
- Financement des plateformes de gestion des données
- Introduction du renforcement des capacités techniques



4

Investissement et entrepreneuriat de la diaspora

- Identification des opportunités
- Modèles d'investissement productif
- Développement et transfert de compétences (éducation financière et soutien à l'entrepreneuriat)

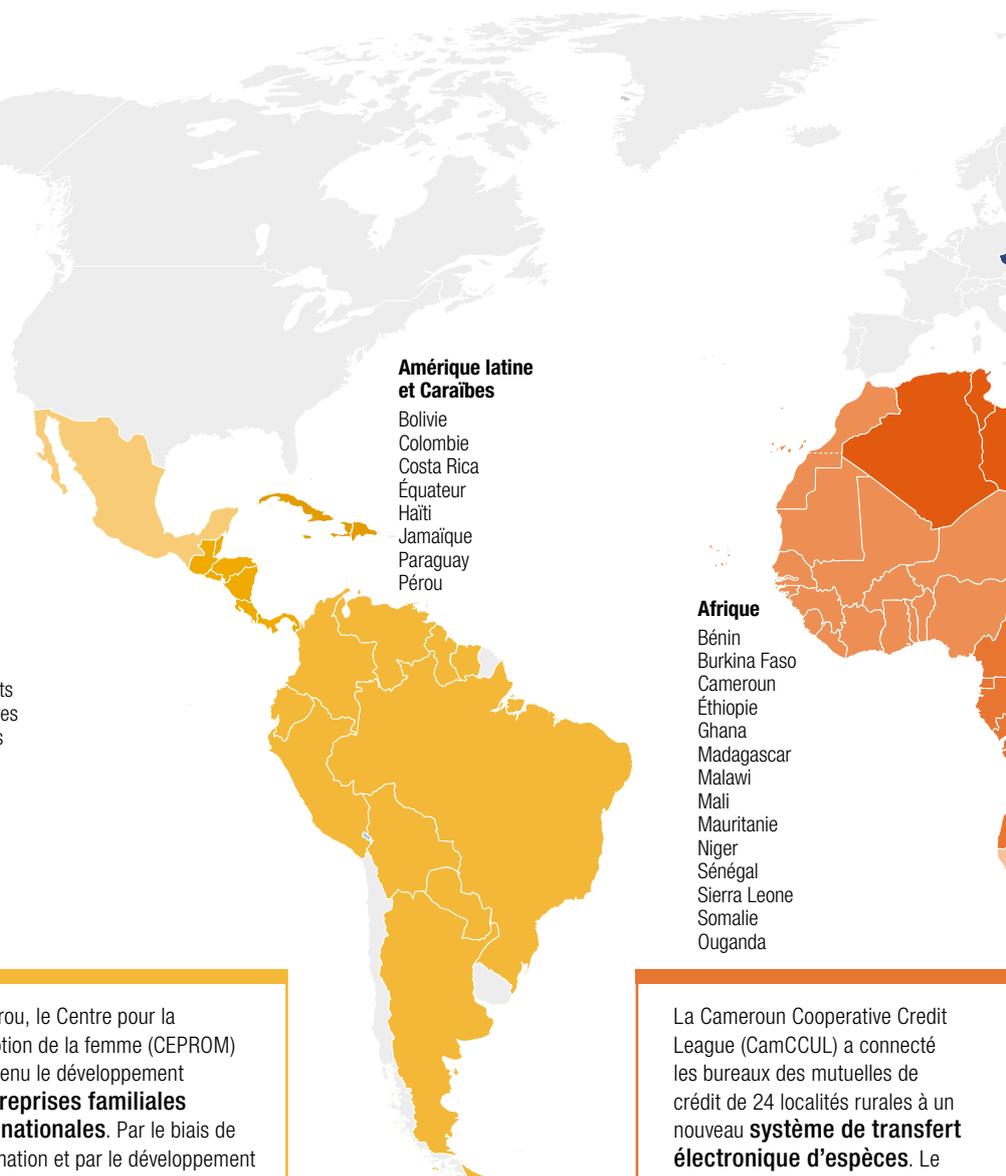
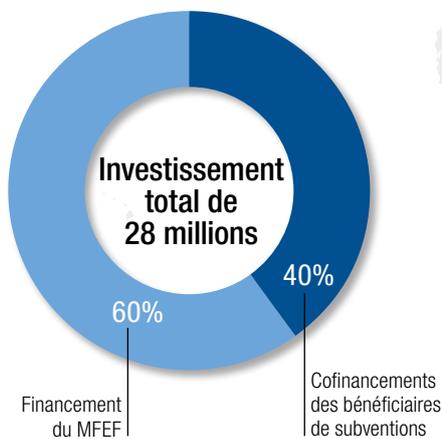


5

Activités du FIDA sur la migration et le développement menées à travers le MFEF

Le portefeuille du MFEF comprend près de 60 projets innovants dans plus de 40 pays du monde en développement. Le montant total des subventions s'élève à 28 millions USD, dont 11,2 millions USD de contributions des bénéficiaires et des partenaires.

Comment le MFEF mobilise les ressources



Au Paraguay, le prestataire de services commerciaux Konecta a mis en place une plateforme technologique de **services financiers mobiles intégrés**. En s'inscrivant simplement au service à l'aide d'un identifiant ordinaire, plus de 2 000 bénéficiaires de transferts d'argent paraguayens ont pu ouvrir un compte bancaire mobile et gèrent à présent leurs transferts d'argent ou paient leurs factures en passant par plus de 700 points de vente habilités.

Au Pérou, le Centre pour la promotion de la femme (CEPROM) a soutenu le développement **d'entreprises familiales transnationales**. Par le biais de la formation et par le développement de plans d'affaires intégrés avec les autorités locales, le CEPROM sensibilise également les maires à l'impact de la migration sur leurs collectivités.

La Cameroun Cooperative Credit League (CamCCUL) a connecté les bureaux des mutuelles de crédit de 24 localités rurales à un nouveau **système de transfert électronique d'espèces**. Le service «Telecash» a réduit les coûts de transfert de près de 20 % en moyenne, et a atteint des zones qu'aucun autre système de transfert d'argent n'avait jamais atteint. Au cours de la même période, les caisses de crédit rattachées ont vu leur portefeuille d'épargne et de prêts augmenter considérablement.

Les migrants roumains et moldaves de la Vénétie italienne peuvent désormais compter sur le **Fonds de garantie spécial pour les entrepreneurs migrants** lancé par Veneto Lavoro.

Les entrepreneurs potentiels sont soutenus par un service d'accompagnement spécialisé dans l'élaboration de leurs plans d'affaires et ont accès à de nouveaux produits financiers pour financer leurs projets d'activités commerciales.

En Albanie et au Kosovo, l'International Agency for Source Country Information (IASCI) s'est associée à Reiffeisen Zentralbank Österreich (RZB) Group, la troisième plus grande banque commerciale autrichienne, ainsi qu'à des institutions de microfinance, pour offrir à plus de 1100 migrants des **produits financiers innovants**. Du « compte de dépôt flexible » au « compte d'accueil des migrants », tous les produits facilitent la réintégration des migrants et augmentent leurs revenus, tout en attirant l'épargne vers le pays d'origine.

Europe

Albanie
Kosovo
Moldavie
Roumanie

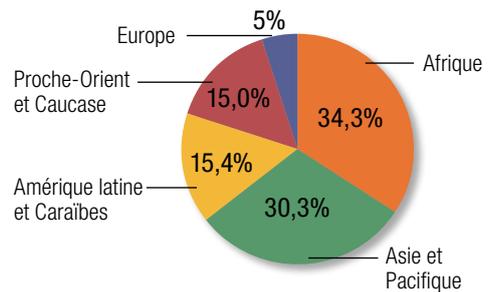
Proche-Orient et Caucase

Géorgie

Asie et Pacifique

Bangladesh
Cambodge
Chine
Inde
Indonésie
Kazakhstan
Kirghizistan
Laos
Malaisie
Népal
Philippines
Sri Lanka
Tadjikistan
Ouzbékistan
Vietnam

Où investit le MFEF ?



Aux Philippines, G-Xchange Inc. a étendu son service de transfert d'argent «G-Cash», qui transforme un **téléphone mobile en portefeuille virtuel**, permettant aux bénéficiaires ruraux et urbains d'accéder à leurs fonds de manière plus pratique et moins coûteuse.

L'Atikha Overseas Workers and Communities Initiative (Atikha) et le Conseil des femmes philippines ont adopté une approche très réaliste des investissements **mobilisant les ressources des migrants en faveur des coopératives agricoles** aux Philippines. Atikha a dispensé une formation aux concepts de gestion financière en Italie et aux Philippines, qui a permis à plus de 900 travailleurs migrants d'investir dans des coopératives existantes ou dans de petites entreprises dans leurs communautés rurales aux **Philippines**. La coopérative agricole de la SIDC a fourni aux migrants un rendement de 6 % sur leurs investissements.

Au Népal, le Centre pour la microfinance (CMF) a offert une formation aux familles de migrants locaux, ainsi qu'un programme de renforcement des capacités qui a aidé les IMF locales à **améliorer la qualité des services financiers** qu'elles offraient. Le CMF a organisé plus de 50 cours d'éducation financière et commerciale auxquels ont participé 1 000 membres de familles de travailleurs migrants (surtout des femmes). L'approche adoptée par le CMF a permis d'augmenter de plus de 200 % le nombre de travailleurs migrants ayant obtenu un prêt, et le nombre de prêts aux entreprises a doublé, créant plus de 900 emplois grâce à de nouveaux investissements dans les coopératives locales.

Dans six pays d'Afrique de l'Ouest, l'Union postale universelle (UPU) a modernisé 355 bureaux de poste ruraux et permis à ces bureaux d'offrir à leurs clients des services de transfert d'argent à un coût réduit de moitié. Sur la base des enseignements tirés de cette initiative, le FIDA, en étroite coopération avec la Banque mondiale, le FENU, l'UPU et WSBI/ESBG, a lancé un programme novateur sur les **services financiers postaux en Afrique**, visant à renforcer la concurrence sur le marché africain des transferts d'argent. Cette initiative à grande échelle a permis à un certain nombre d'opérateurs postaux africains d'offrir des services financiers et des transferts d'argent moins chers, plus rapides, plus pratiques et plus sûrs.

La Hatton National Bank (HNB), la deuxième plus grande banque du Sri Lanka, canalise environ 20 % des transferts d'argent internationaux officiels. Le projet pilote a mis au point un programme d'épargne sur mesure pour les migrants et leurs familles (en particulier les femmes) dans les zones rurales, qui leur offre un moyen sûr **et abordable** d'envoyer de l'argent chez eux par virements directs sur le compte d'épargne d'un bénéficiaire. Ce qui avait commencé comme un petit projet pilote dans **quatre agences**, a rencontré un grand succès et s'est étendu à **plus de 200 agences** à travers le pays. La demande d'extension de cesse de croître, à mesure que les sollicitations des migrants et de leurs familles dans les zones rurales augmentent. Ce projet de démonstration mené avec une entité du secteur privé a mis en évidence la viabilité du modèle d'affaires et le potentiel d'expansion du marché. Globalement, le projet a contribué à la création de richesses, à l'amélioration de la parité entre les sexes en permettant aux femmes microentrepreneuses de lancer leur activité, et à la réduction de la vulnérabilité des ménages ruraux à faibles revenus.

Développer les opportunités à grande échelle

Entreprises rurales et transferts d'argent (programme RER)/Samriddhi (Népal)

en coopération avec la division Asie et Pacifique du FIDA (APR)

En 2015, le FIDA a approuvé le premier prêt dans le cadre d'un programme portant spécifiquement sur les transferts d'argent dans les zones rurales du Népal. Toutefois, en raison de la crise qui a suivi le tremblement de terre et de la situation précaire du pays, l'exécution du programme a été retardée.

S'appuyant sur les expériences passées du MFEF dans le pays, le programme vise à fournir des sources de revenus durables aux ménages pauvres, aux familles de migrants et aux personnes rapatriées dans les régions de l'est et du centre du Népal, en soutenant la création et le développement de micro-, petites et moyennes entreprises rurales familiales dans les secteurs agricole et non agricole.

Le projet RER/Samriddhi cible environ 60 000 entreprises et 30 000 jeunes chômeurs, pour un total de 179 000 bénéficiaires directs et leurs ménages, soit environ 900 000 personnes.

Le projet dispense une éducation financière dans le pays et à l'étranger pour améliorer la capacité d'épargne et d'investissement de 112 320 autres personnes, dont bénéficient environ 560 000 personnes de plus dans leurs foyers.

Financement des jeunes ruraux par la diaspora malienne

en coopération avec la Division Afrique de l'Ouest et Afrique centrale (WCA) du FIDA

Cette subvention promeut une approche innovante mettant en relation les migrants avec les jeunes de leur région d'origine soutenus par un projet du FIDA au Mali (Projet d'appui à la formation professionnelle, à l'emploi et à l'entrepreneuriat des jeunes ruraux: FIER). Les principaux résultats attendus de la subvention sont les suivants: à la fin du projet triennal, environ 2 000 migrants auront prêté un montant cumulé de 350 000 euros à une plate-forme de financement participatif dédiée et auront mobilisé 40 000 euros de dons pour financer des activités économiques menées par des jeunes ruraux. Cette intervention permettra également aux IMF locales soutenues par un autre projet du FIDA (le Programme de microfinance rurale: PMR) d'accéder à une ressource stable et peu coûteuse, augmentant leur portefeuille moyen de 275 000 euros.

ABC Microfinance a été sélectionnée comme bénéficiaire de cette petite subvention, car il s'agit d'une entreprise sociale établie, utilisant Babyloan, la principale plateforme européenne de financement participatif reliant les microentrepreneurs des pays en développement aux particuliers prêteurs.

On estime que la proposition bénéficiera à 200 jeunes entrepreneurs maliens en trois ans ; ce chiffre devrait passer à 800 en cinq ans. La subvention favorisera également l'efficacité du programme national du FIDA au Mali et renforcera l'impact de deux projets en cours en reliant les jeunes soutenus par FIER et financés par les institutions de microfinance soutenues par le PMR aux migrants maliens et à leurs organisations par le biais d'une plateforme de financement participatif.

Engager les communautés de la diaspora en Italie à soutenir l'emploi des jeunes au Sénégal et au Maroc

L'objectif du projet est de promouvoir une croissance inclusive et durable en soutenant les opportunités d'emploi pour les jeunes ruraux au Sénégal et au Maroc, en tirant parti de l'engagement des diasporas vivant en Italie en faveur de leurs communautés d'origine et en facilitant les investissements viables et le transfert de connaissances dans les pays cibles. Parmi les objectifs spécifiques du projet figurent: i) la promotion de l'emploi des jeunes ruraux (emploi salarié et travail indépendant), ii) la dynamisation de l'investissement des migrants dans le développement rural local, et iii) la facilitation du transfert de connaissances, de compétences et d'innovations des migrants et des associations de migrants vers leurs communautés d'origine.

Le projet devrait bénéficier à 200 jeunes Sénégalais et 400 jeunes Marocains vivant en milieu rural et à leurs familles (respectivement 1 500 et 3 000 personnes au total), ainsi qu'à 50 à 100 investisseurs et au moins 80 acteurs économiques sénégalais et marocains. Oxfam Italia, en partenariat avec SlowFood et MicroFinanza, mettra en œuvre le projet.

Fournir un accès aux services financiers et à l'investissement dans les zones rurales

Investissement de la diaspora dans l'agriculture

S'appuyant sur l'expérience d'un certain nombre de projets pilotes sur l'investissement et l'entrepreneuriat des migrants mis en œuvre par le biais du MFEF, l'initiative *Diaspora Investment in Agriculture* (DIA) a été lancée en 2011 par l'ex-président du FIDA, Kanayo F. Nwanze, et l'ex-secrétaire d'État américaine, Hillary Clinton. L'initiative DIA a été conçue pour faciliter l'investissement agricole dans les pays sortant d'un conflit et dans les États fragiles, dans le but de créer des emplois locaux et des possibilités d'entrepreneuriat, tout en favorisant la stabilité et le développement dans certains pays du monde connaissant des situations particulièrement difficiles.

• Renforcement de la sécurité alimentaire dans la Corne de l'Afrique grâce aux investissements de la diaspora dans l'agriculture

Reconnaissant le rôle crucial des travailleurs migrants dans la préservation des moyens de subsistance, le FIDA a engagé un dialogue avec le gouvernement de la Somalie, l'un des pays les plus durement touchés par les conflits dans la région du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord. La Somalie reçoit en moyenne chaque année un montant de transferts d'argent s'élevant à plus de 1,3 milliard de dollars, supérieur à l'aide internationale officiellement versée au pays.

Le projet «Amélioration de la sécurité alimentaire dans la Corne de l'Afrique grâce aux investissements de la diaspora dans l'agriculture» est mis en œuvre par la Fondation du Réseau Business in Development (BiD), en partenariat avec Shuraako, une ONG américano-somalienne agissant en qualité de gestionnaire du Somali AgriFood Fund.

Les objectifs du projet sont les suivants:

- développement économique
- promotion de l'amélioration du bien-être des Somaliens par l'innovation
- création d'emplois
- développement de nouvelles opportunités d'emploi rémunéré en Somalie
- amélioration de la sécurité alimentaire
- amélioration de l'accès à une alimentation suffisante, saine et nutritive

Les activités du projet ont débuté en 2014, avec la création du Somali AgriFood Fund (www.somaliagrifood.org), un fonds de capital d'amorçage de contrepartie qui vise à fournir des incitations favorisant les investissements de la diaspora dans les secteurs de l'agriculture, de la pêche et/ou de la transformation alimentaire en Somalie. Le Fonds soutient des projets d'investissement de 20 000 à 250 000 USD par le biais d'une contribution de 40 %. Les 60 % restants sont financés par les contributions en espèces ou en nature du propriétaire de l'entreprise (20 %) et par des capitaux extérieurs, dont au moins un tiers (ou 20 % du coût total du projet) doit être financé par la diaspora. L'effet de levier du fonds de 673 000 USD devrait être de 3,4 pour 1, ce qui représente un investissement total de 2,28 millions USD.

À sa date d'achèvement, le 31 mars 2017, le projet avait pu mobiliser un capital total de 2 285 615 USD, auquel la diaspora a contribué à hauteur de 992 640 USD.

Au total, 14 sociétés ont été financées dans les trois régions somaliennes. 21 investisseurs de la diaspora ont contribué à la création de 212 emplois saisonniers et de 241 emplois à temps plein.

Le projet a soutenu quatre secteurs clés de l'économie somalienne: i) la pêche, ii) l'agriculture, iii) la transformation alimentaire, et iv) l'élevage.

Le projet a démontré qu'il est possible d'attirer des investissements de la diaspora dans les entreprises agricoles somaliennes et de générer des emplois et des revenus grâce aux ressources de la diaspora.

En outre, il a suscité l'intérêt du secteur financier national (banques locales et institutions de microfinance) pour le développement des activités en lien avec l'investissement de la diaspora dans l'économie locale. Cela nécessitera toutefois une meilleure conformité des banques aux normes bancaires internationales. La création de l'Association bancaire somalienne, facilitée par Shuraako, constitue un premier pas dans cette direction.

L'intérêt de la diaspora à contribuer à l'économie somalienne a également été confirmé par l'enquête en ligne sur les investissements en Somalie, réalisée par Shuraako en 2015. Près de 1 000 participants vivant dans 33 pays y ont répondu. La plupart des personnes interrogées considèrent l'investissement comme un moyen de préparer leur retour en Somalie. L'enquête fournit des informations utiles sur les facteurs qui faciliteraient l'investissement de la diaspora (preuves de rentabilité, contrat transparent et exécutoire et réduction des risques, entre autres).

- **Étendre les initiatives visant à mobiliser les ressources des migrants en faveur du développement agricole aux Philippines en coopération avec la Division Asie et Pacifique du FIDA (APR)**

Ce projet est mis en œuvre par Atikha, sur la base des enseignements tirés de son précédent projet de mobilisation des ressources des migrants en faveur des coopératives agricoles aux Philippines. Le projet est axé sur l'éducation financière et la promotion des opportunités d'investissement dans l'agriculture pour la diaspora philippine. En outre, il vise à étendre les approches qui ont fait leurs preuves sur le terrain pour canaliser les transferts d'argent vers des investissements ruraux rémunérateurs.

D'ici le terme du projet en 2017, les activités viseront à atteindre l'objectif de 5 millions USD d'investissements mobilisés par la diaspora philippine.

Le projet fait appel à un large consortium de partenaires: ONG (Atikha, Wimler, INAFI, PRRM, ASOG, entre autres), organisations de migrants (FWC, ACFIL-Italie, Bayanihan-UAE), agences gouvernementales nationales (ministère de l'Agriculture, ministère du Travail, Autorité nationale de développement économique, Chambre de commerce et d'industrie des Philippines, ambassade des Philippines en Italie, Bangko Sentral ng Pilipinas), et organisations locales de la société civile philippine.

- **Investissement de la diaspora dans l'agriculture et les services & opportunités du secteur privé en Asie rurale (DIASPORA) en coopération avec la Division Asie et Pacifique du FIDA (APR)**

Le projet, lancé en janvier 2015, s'appuie sur les résultats performants d'un projet pilote de services de microfinance baptisé ReBuiLD MFS (*Remittance-Building Linkages for the Development of Rural Migrants and their Families through Microfinance Services*). Ses objectifs sont (i) de fournir aux familles de migrants vivant dans les communautés d'origine des produits et services financiers appropriés, et (ii) d'aider les institutions financières locales à mettre en commun le capital des migrants et à le canaliser par l'intermédiaire des institutions financières locales qui servent déjà les familles des migrants.

Le programme concerne deux pays – les Philippines et le Népal – qui bénéficient de flux de transfert d'argent importants et d'un environnement favorable à la microfinance, mais se caractérisent aussi par de faibles ratios d'inclusion financière (en particulier dans les zones rurales). Si les résultats sont positifs, le programme sera reproduit au Sri Lanka et au Bangladesh.

Le programme présente deux innovations: i) les modèles développés seront considérés comme un bien public mondial, car ils peuvent être reproduits dans d'autres

pays, et ii) le projet prévoit l'implication d'une institution financière jouant le rôle d'agent des institutions financières locales et agissant en leur nom, afin d'offrir aux travailleurs migrants et à leurs familles l'accès à des produits financiers permettant l'accumulation d'actifs dans leur pays d'origine, et de coordonner les campagnes d'éducation financière et de promotion des produits à l'étranger.

L'Initiative relative aux services financiers postaux en Afrique

L'Initiative relative aux services financiers postaux en Afrique (APFSI) visait à renforcer la concurrence sur le marché africain des transferts d'argent en donnant aux bureaux de poste africains les moyens d'offrir des services de transfert d'argent et des services financiers. Les principaux objectifs de l'Initiative étaient les suivants: i) réduire le coût des transferts d'argent vers et à l'intérieur de l'Afrique, ii) réduire les délais de transaction, iii) développer les réseaux postaux dans les zones rurales, et iv) élargir l'éventail des services financiers fournis dans les zones rurales. Le programme, financé par la Commission européenne, a été mis en œuvre par le MFEF du FIDA en partenariat avec la Banque mondiale, l'UPU, WSBI et le FENU et en coopération directe avec les opérateurs postaux nationaux africains.

Le programme a fourni une assistance technique aux opérateurs postaux de quatre pays (Bénin, Ghana, Madagascar et Sénégal), et apporté son soutien dans l'offre de services de transfert d'argent dans les zones rurales et l'amélioration de l'accès des populations rurales aux services financiers. En 2016, les partenaires de l'APFSI ont intensifié leurs efforts en matière de développement commercial, de restructuration et de marketing, avec la finalisation des plans de développement et l'augmentation du portefeuille des partenaires sur le marché national des transferts d'argent, ainsi que la remise en état de huit bureaux de poste pilotes dans les zones rurales, et la modernisation de 388 bureaux de poste qui seront désormais en mesure de fournir des transferts d'argent dans les zones rurales.

Favorisant l'augmentation des flux et le renforcement de la concurrence, 11 nouveaux couloirs de transfert d'argent Nord-Sud et Sud-Sud ont été ouverts au total dans les quatre pays, élargissant ainsi l'accès aux services de transfert d'argent. En outre, 23 nouveaux partenariats public-privé ont été créés, ce qui a renforcé la juste concurrence sur le marché des transferts d'argent dans les quatre pays. Par ailleurs, en ce qui concerne le capital humain, le cycle de formation planifié – destiné aux cadres supérieurs, aux cadres intermédiaires nationaux et aux agents de terrain – a été mené à bien. Au total, 170 agents postaux ont été formés dans quatre pays à la gestion des transferts d'argent, au marketing et à la fourniture d'un meilleur service aux familles des migrants.

Promouvoir des modèles d'affaires innovants

Mise à niveau économique et sociale des chaînes de valeur rurales grâce à des politiques d'inclusion financière novatrices pour tirer parti des transferts d'argent et des investissements de la diaspora en Amérique latine et dans les Caraïbes

El Salvador, Guatemala y la República Dominicana

- Promouvoir les chaînes de valeur à des fins de diversification des activités économiques pour les ménages bénéficiaires de transferts d'argent
- Soutenir la mise en place d'un environnement plus favorable à l'inclusion financière des bénéficiaires de transferts d'argent dans les pays ciblés
- Concevoir des stratégies ciblées pour encourager l'utilisation effective des services financiers formels parmi les petits producteurs ruraux destinataires de transferts d'argent et leurs familles



Promouvoir le potentiel de transformation de l'inclusion financière parmi les migrants et leurs familles dans les zones rurales pour réduire la pauvreté en facilitant les transferts d'argent mobile transfrontaliers

Kenya et Ouganda

- Fournir des services financiers aux migrants et à leur famille en réduisant le temps de transport et les coûts associés
- Fournir un canal mobile bon marché, pratique et accessible au sein du couloir de transfert Kenya-Ouganda pour favoriser l'inclusion financière
- Promouvoir les initiatives entrepreneuriales pour accroître les investissements des migrants afin de favoriser le développement économique local



Développer les services de transfert d'argent et accroître l'inclusion financière en Ouganda par le biais des bureaux de poste

- Renforcer la concurrence sur le marché africain des transferts d'argent en soutenant l'offre de services de transfert et de services financiers par les bureaux de poste en Ouganda
- Augmenter le nombre de titulaires de comptes de transfert d'argent, notamment au sein de 7 camps de réfugiés, et le nombre de comptes détenus par la diaspora
- Dispenser des cours d'éducation financière réguliers aux réfugiés bénéficiaires de transferts d'argent
- Accroître le nombre de points d'accès offrant des services financiers



Service "ValYou": faire progresser l'inclusion financière grâce un service de transfert d'argent électronique depuis la Malaisie

Malaisie et Pakistan

- Améliorer les moyens d'existence des migrants et de leurs familles grâce à des services de transfert d'argent plus rapides et moins chers et à l'offre d'autres services financiers
- Accroître l'impact des transferts d'argent dans les zones rurales du Pakistan afin d'améliorer l'inclusion financière en i) convertissant les utilisateurs de services de transfert d'argent au comptoir en utilisateurs de porte-monnaie électroniques et ii) en fournissant des services supplémentaires aux expéditeurs et aux nouveaux utilisateurs ruraux de porte-monnaie électroniques destinataires de transferts
- Engager les expéditeurs et les destinataires à utiliser le nouveau système de transfert d'argent électronique au Pakistan



Plaidoyer et partage des connaissances

Journée internationale des transferts d'argent familiaux

La Journée internationale des transferts d'argent familiaux (IDFR) est célébrée chaque année le 16 juin et vise à reconnaître le caractère fondamental de la contribution apportée par les travailleurs migrants à leurs familles et aux communautés de leur pays d'origine, et plus généralement au développement durable de leur pays d'origine.

La Journée internationale des transferts d'argent familiaux a été proclamée à l'unanimité par les 176 États membres du FIDA en février 2015. L'Assemblée générale des Nations Unies a pris acte de cette proclamation en 2016 (A/RES/71/237).

L'objectif de l'IDFR est (a) de sensibiliser le monde entier à la contribution des travailleurs migrants au bien-être de leurs familles et de leurs communautés d'origine par le biais des transferts d'argent et à leur rôle actif dans la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD), (b) de tirer parti du potentiel des transferts d'argent pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux auxquels font face les pays en développement, (c) d'encourager le secteur privé à faciliter les transferts d'argent et à établir des liens entre ces flux et une offre diversifiée de services et de produits financiers destinés aux migrants et à leurs familles, et (d) de renforcer l'impact des transferts d'argent dans les communautés d'origine.

L'idée de proclamer une journée des transferts d'argent familiaux a été proposée à l'unanimité par des représentants du secteur public, du secteur privé et de la société civile lors du Forum mondial sur les transferts d'argent en 2013 à Bangkok. Le FIDA, en tant qu'organisation spécialisée des Nations Unies, a été désigné pour diriger le processus de reconnaissance formelle de cette journée.

Depuis sa première célébration le 16 juin 2015 à Milan lors du Forum mondial sur les transferts d'argent et le développement, sous le parrainage de Sa Majesté la Reine Máxima des Pays-Bas, présidente d'honneur de la journée, la campagne de sensibilisation à l'IDFR a pris une grande ampleur. Soutenue par un grand nombre d'organisations internationales, et par plus de 90 sociétés de transfert d'argent et 800 opérateurs d'argent mobile souscrivant aux valeurs de cette célébration, l'IDFR est en mesure de garantir que le visage humain des transferts d'argent – c'est-à-dire des millions de familles vivant dans les pays à revenus faibles et intermédiaires – soit reconnu dans sa dimension réelle et reçoive l'attention qu'il mérite.

Cet appui de la part d'acteurs clés intervient à un moment où la migration est devenue l'une des priorités de l'agenda international du développement, et où ses implications sont discutées dans toutes les grandes enceintes, comme le Forum mondial sur la migration et le développement et le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières.

www.ifad.org/idfr

www.un.org/en/events/family-remittances-day/



**Journée internationale des
transferts d'argent familiaux**
16 JUIN

Forum mondial sur les transferts d'argent, l'investissement et le développement

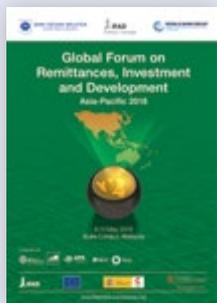
Le MFEF joue un rôle moteur dans la tenue des Forums mondiaux sur les transferts d'argent, l'investissement et le développement (GFRID), une série de forums internationaux novateurs et inclusifs accueillis par le FIDA en collaboration avec les principales organisations de développement et d'autres IFI. Depuis 2007, ces Forums ont rassemblé des acteurs de tous les secteurs impliqués dans le domaine des transferts d'argent, de la migration et du développement dans le monde entier.

L'objectif principal des Forums mondiaux consiste à sensibiliser, promouvoir le dialogue, stimuler les partenariats et créer des synergies durables entre les secteurs public et privé et les acteurs de la société civile. Les Forums mondiaux offrent une plateforme permettant de partager les bonnes pratiques et les enseignements tirés de l'expérience, de créer des opportunités pour promouvoir le dialogue mondial sur les transferts d'argent, et de trouver des solutions pour optimiser l'impact des transferts d'argent sur le développement et l'investissement des migrants dans leurs pays d'origine.

2018

Forum mondial sur les transferts d'argent, l'investissement et le développement | Asie

Centré sur la région Asie-Pacifique, organisé à Kuala Lumpur en collaboration avec la Bank Negara Malaysia et la Banque mondiale.



2017

Forum mondial sur les transferts d'argent, l'investissement et le développement | International

Portée internationale avec un accent sur le rôle des transferts d'argent dans la réalisation des ODD et les opportunités sur le marché mondial. Organisé à New York conjointement avec la

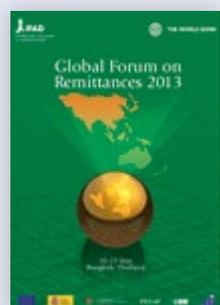


Banque mondiale et le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU (UN-DESA).

2015

Forum mondial sur les transferts d'argent et le développement | Europe

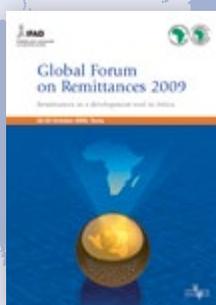
Axé sur les marchés européens et mondiaux, et sur l'impact sur le développement, organisé par le FIDA, la Commission européenne et la Banque mondiale à Milan dans le cadre de l'Exposition universelle EXPO Milano 2015.



2013

Forum mondial sur les transferts d'argent | Asie

Centré sur l'Asie, organisé à Bangkok en collaboration avec la Banque mondiale.



2009

Forum mondial sur les transferts d'argent | Afrique

Centré sur l'Afrique, organisé à Tunis en collaboration avec la BAD.



2007

Forum international sur les transferts d'argent | International

Portée internationale, organisé à Washington en collaboration avec la BID.



2005

Forum international sur les transferts d'argent | Amérique

Centré sur l'Amérique latine et les Caraïbes, organisé à Washington par la BID (organisation transmise ensuite au FIDA).

Participation aux processus internationaux sur la migration et le développement

Forum mondial sur la migration et le développement (FMMD)



Processus dirigé par les gouvernements et ouvert à tous les États membres et observateurs de l'ONU, qui oriente l'agenda international sur les migrations et les questions clés qui s'y rapportent, telles que les transferts d'argent et l'engagement de la diaspora.

- Stratégie du FIDA: influencer l'agenda mondial sur la migration et le développement et les initiatives sur les opportunités liées aux transferts d'argent et à l'engagement des diasporas dans les zones rurales.
- Objectifs:
 - Fournir des conseils techniques au FMMD par l'intermédiaire des Groupes de travail, contribuant ainsi au document final soumis au Sommet du FMMD
 - En présentant des expériences passées et en diffusant les bonnes pratiques, sensibiliser les États membres et les autres partenaires de l'ONU au rôle crucial des transferts d'argent pour le développement et à leur impact transformateur dans les zones rurales.

Le Partenariat mondial du G20 pour l'inclusion financière (GPII)



Une plateforme inclusive permettant à tous les pays du G20 et aux parties prenantes concernées de suivre et soutenir les travaux sur l'inclusion financière, y compris la mise en œuvre du Plan d'action pour l'inclusion financière du G20.

- Stratégie du FIDA: en tant que partenaire de mise en œuvre, présenter les synergies intersectorielles pour renforcer l'impact des transferts des migrants sur l'inclusion financière. Pour ce faire, il fournit une contribution technique au Groupe de travail du GPII sur les marchés et les systèmes de paiement.
- Objectifs:
 - Contribuer à l'effort mondial visant à réduire le coût moyen des transferts d'argent, à renforcer prioritairement l'inclusion financière, à trouver des stratégies pour réaliser l'objectif des ODD concernant les transferts d'argent.
 - Renforcer le rôle du FIDA en tant que centre de ressources de premier plan.

Groupe mondial sur la migration (GMG)



Le FIDA a adhéré au GMG en 2017, devenant ainsi la 22^{ème} organisation des Nations Unies membre du Groupe.

Le GMG est un groupe interinstitutions qui vise à promouvoir une application plus large de l'ensemble des normes et instruments internationaux et régionaux applicables relatifs aux migrations, et à encourager l'adoption d'approches plus cohérentes, plus complètes et mieux coordonnées sur la question des migrations internationales. Le GMG est particulièrement soucieux d'améliorer l'efficacité globale de ses membres et d'autres parties prenantes dans la valorisation des opportunités liées aux migrations internationales et dans la réponse aux défis qu'elles soulèvent. La participation au GMG accroît la visibilité du FIDA, met en valeur son expertise en matière de transferts d'argent des migrants et d'investissement de la diaspora dans les zones rurales, et souligne son rôle prépondérant dans la promotion de la transformation rurale susceptible de contribuer à relever certains des défis des migrations internationales.

Remittances 2020 – Faciliter la coopération entre les IFI afin de développer les initiatives en faveur des transferts d'argent et du développement



L'initiative «Remittances 2020» vise à réunir les institutions financières internationales (IFI) qui partagent la même vision et cherchent à renforcer l'impact des transferts d'argent sur le développement en tirant parti du demi-milliard de dollars envoyé par les migrants dans leur pays d'origine et de leur épargne constituée à l'étranger atteignant un montant équivalent. L'initiative vise à faciliter l'apprentissage mutuel et la coordination entre les IFI sur les principales initiatives et activités dans lesquelles les transferts d'argent des migrants peuvent jouer un rôle fondamental. Organisé pour la première fois par le FIDA en 2015, Remittances 2020 réunit les institutions financières internationales suivantes: Banque africaine de développement, Banque asiatique de développement, Banque européenne pour la reconstruction et le développement, Fonds multilatéral d'investissement de la Banque interaméricaine de développement et Banque mondiale.

Publications

TRAVAILLEURS MIGRANTS ET ENVOIS DE FONDS – SÉRIE DE RAPPORTS

En 2007, le rapport *Travailleurs migrants et envois de fonds* du MFEF a fourni les toutes premières estimations concernant les transferts d'argent des migrants internationaux vers les pays en développement. Depuis, le MFEF a publié quatre rapports sous le titre *Travailleurs migrants et envois de fonds*, centrés sur des problématiques essentielles relatives aux transferts d'argent d'un point de vue international et régional, et soulignant leur impact dans les pays en développement. *Travailleurs migrants et envois de fonds* fournit des indicateurs comparatifs pour mesurer l'importance des transferts d'argent d'une région à l'autre et au sein d'une même région, et met en évidence leur potentiel pour stimuler l'activité économique locale. Les études portent également sur les questions réglementaires et concurrentielles ainsi que sur l'évolution de la médiation financière.

- 2007 – *Travailleurs migrants et envois de fonds: Flux mondiaux de fonds envoyés vers les pays en développement et en transition*
- 2009 – *Travailleurs migrants et transferts de fonds vers l'Afrique: Marchés, environnement porteur et perspectives des transferts de fonds*
- 2013 – *Travailleurs migrants et transferts de fonds vers l'Asie: Tendances et perspectives sur le premier marché au monde des envois de fonds*
- 2015 – *Travailleurs migrants et transferts de fonds: Marchés et flux européens*
- 2017 – *Travailleurs migrants et envois de fonds: vers la réalisation des objectifs de développement durable, une famille à la fois*



Autres supports de connaissances développés

RAPPORTS DES FORUMS MONDIAUX

Rapport officiel du GFR 2013

Ce rapport est le produit du Forum mondial sur les transferts d'argent des migrants qui s'est tenu à Bangkok (Thaïlande) en 2013.

Rapport officiel du GFRD 2015

Ce rapport est le produit du Forum mondial sur les transferts d'argent et le développement qui s'est tenu à Milan, en Italie, en 2015.

TRANSFERTS D'ARGENT DES MIGRANTS ET INCLUSION FINANCIÈRE

Transferts d'argent et inclusion financière

Rapport du Fonds international de développement agricole et du Groupe Banque mondiale pour le Partenariat mondial du G20 pour l'inclusion financière

Ce rapport fournit un aperçu des principales tendances générales concernant l'optimisation de l'utilisation des transferts d'argent des migrants dans un but d'inclusion financière et souligne l'importance de maximiser l'impact économique des transferts d'argent en faveur du développement durable. Il décrit les différents schémas migratoires (domestiques vs internationaux, migration circulaire), la segmentation des migrants selon la région de destination ou d'origine, et les comportements associés dans l'utilisation des services de transfert d'argent. Il définit également un cadre analytique pour comprendre le rôle instrumental des transferts d'argent dans l'amélioration de l'inclusion financière. Les principaux enjeux, politiques et interventions y sont présentés.

TRANSFERTS D'ARGENT DES MIGRANTS ET RÉSEAUX POSTAUX – L'INITIATIVE RELATIVE AUX SERVICES FINANCIERS POSTAUX EN AFRIQUE

Offre de services de transfert par les bureaux de poste en Afrique: servir les besoins financiers des migrants et de leurs familles dans les zones rurales (en anglais)

Ce rapport présente les opérateurs postaux nationaux africains comme l'un des différents canaux de distribution des services de transfert et d'autres services financiers. Il vise à fournir au lecteur des informations précises sur la situation actuelle des bureaux de poste sur le marché africain des transferts d'argent et par rapport à l'inclusion financière, et ce qui peut être fait pour tirer parti des biens publics et ressources existantes pour améliorer la compétitivité et promouvoir l'inclusion financière.

Initiative relative aux services financiers postaux en Afrique – brochure

Cette brochure décrit les activités de l'Initiative relative aux services financiers postaux en Afrique, en expliquant la position unique des réseaux postaux pour étendre l'accès aux paiements dématérialisés et offrir des services financiers abordables dans les zones rurales.

Conférence africaine sur les transferts d'argent et les réseaux postaux – rapport officiel

Ce rapport est le produit de la première Conférence africaine sur les transferts d'argent des migrants et les réseaux postaux organisée à Cape Town en Afrique du Sud en 2015.

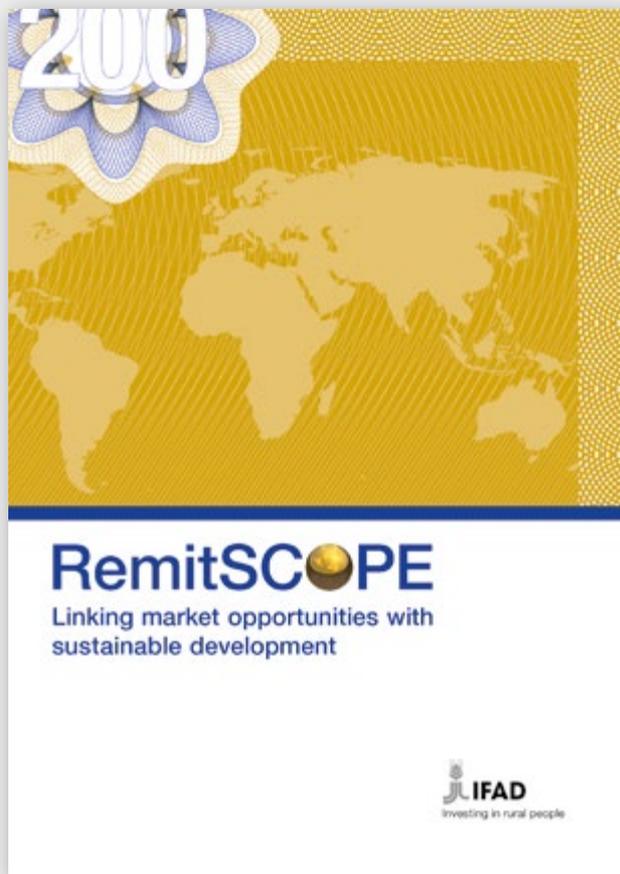
Deuxième Conférence africaine sur les transferts d'argent et les réseaux postaux – rapport officiel

Ce rapport est le produit de la deuxième Conférence africaine sur les transferts d'argent des migrants et les réseaux postaux organisée à Abidjan en Côte d'Ivoire en 2016.

INITIATIVE DIA – INVESTISSEMENT DE LA DIASPORA DANS L'AGRICULTURE

Brochure

Cette brochure décrit les activités de l'initiative Diaspora Investment in Agriculture (DIA), en expliquant le rôle important de la diaspora dans le soutien à la croissance économique et son potentiel pour le renforcement de la résilience des communautés fragiles. DIA cherche à tirer parti de la contribution des travailleurs migrants et à encourager leur participation au développement économique durable par le biais d'investissements dans l'agriculture, en particulier dans les zones rurales.



A paraître

Le Fonds international de développement agricole (FIDA)

Le FIDA est une institution financière internationale et une organisation spécialisée des Nations Unies qui a pour mission d'éliminer la pauvreté et la faim dans les zones rurales des pays en développement. Grâce à des prêts à faible taux d'intérêt et des subventions aux gouvernements, le FIDA met en place et finance des programmes et des projets de réduction de la pauvreté dans les communautés les plus pauvres du monde. Soixante-quinze pour cent des personnes les plus pauvres dans le monde, soit près d'un milliard de femmes, hommes et enfants, vivent dans les zones rurales des pays en développement et dépendent de l'agriculture et des activités connexes pour leur survie. Le FIDA se concentre sur les populations rurales pauvres, marginalisées et vulnérables, en leur permettant d'accéder aux biens, aux services et aux opportunités dont elles ont besoin pour surmonter la pauvreté. Le FIDA travaille en étroite collaboration avec les gouvernements, d'autres organisations des Nations Unies, les bailleurs de fonds, les organisations non gouvernementales, les groupes communautaires et les populations rurales pauvres elles-mêmes.

Pour plus d'informations, voir www.ifad.org



Fonds international de développement agricole
Mécanisme de Financement pour l'Envoi de Fonds
Pedro De Vasconcelos

Responsable du programme MFEF

Via Paolo di Dono, 44 – 00142 Rome, Italie

Téléphone: +39 06 5459 2012

Télécopie: +39 06 5043 463

Courriel: remittances@ifad.org

www.ifad.org/remittances

www.remittancesgateway.org

 ifad-un.blogspot.com

 www.facebook.com/ifad

 [instagram.com/ifadnews](https://www.instagram.com/ifadnews)

 www.twitter.com/ifadnews

 www.youtube.com/user/ifadTV